

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Département de la Corrèze

COMMUNE d'USSAC

L'an **deux mil vingt six, le trente juillet**, à **18h30**, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle du conseil municipal, sous la présidence de **M. Patrick CHANOURDIE**.

Étaient présents : M. Patrick CHANOURDIE, M. Alain GENESTE, Mme Monique MAS, M. Jacques LACOMBE, M. Michel LACHAMBRE, M. Philippe CUYNET, Mme Brigitte LONGY, Mme Hélène STEPHANO, M. Francis TEYSSANDIER, M. Thierry COUTURIER, M. Michel ROUHAUD, M. Gérard FEYDEL, Mme Valérie PLANADE, Mme Karine NICOLAU-OLIVER, Mme Aurélie VAUZOU, M. Julien ROBIN, Mme Annabelle DHONDT, Mme Joëlle GOULMY, M. Pascal CASTELLI, Mme Catherine LÉVÊQUE-CHEVREUIL, M. Jean-Philippe BOSSELUT, M. Vincent DUROT.

Étaient absents excusés : Mme Corinne BOUSQUET, Mme Cindy REYNIER, Mme Laurence RAFFAILLAC, M. Pierre-Clément BRUNET, M. Philippe BATISTA.

Procurations : Mme Corinne BOUSQUET en faveur de M. Michel ROUHAUD, Mme Cindy REYNIER en faveur de M. Alain GENESTE, Mme Laurence RAFFAILLAC en faveur de Mme Aurélie VAUZOU, M. Pierre-Clément BRUNET en faveur de M. Patrick CHANOURDIE, M. Philippe BATISTA en faveur de Mme Catherine LÉVÊQUE-CHEVREUIL.

Mme Karine NICOLAU-OLIVER est nommée secrétaire de séance, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

Ordre du jour :

- 01 - transfert de la part communale de l'accise sur l'électricité à la FDEE19
- 02 - mission inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail
- 03 - création d'emplois permanents à temps complet au 1er septembre 2026
- 04 - modification du tableau des emplois – promotion interne 2026
- 05 - approbation d'une convention de servitude de passage et de tréfonds au profit de TDF sur la parcelle communale cadastrée section ZD n°2 – lieu-dit « La Gauille »

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-061 : transfert de la part communale de l'accise sur l'électricité à la FDEE19

Vu la directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2333-2, L.3333-3 et L. 5212-24,

Considérant que la part communale de l'accise sur l'électricité peut être perçue par le syndicat exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité en lieu et place de la commune de plus de 2000 habitants, s'il en est décidé ainsi par délibérations concordantes du syndicat et de la commune,

Considérant que ce syndicat peut reverser à la commune une fraction de l'accise sur l'électricité perçue sur le territoire de celle-ci,

Considérant que la FDEE19 a vocation à se substituer aux communes lui ayant délégué leur compétence pour le service public de la distribution d'énergie électrique, en vue notamment de sécuriser la collecte, le reversement et le contrôle de l'accise sur l'électricité,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :



- autorise la FDEE19 à se substituer à la commune pour percevoir la part communale de l'accise sur l'électricité à compter du 1^{er} janvier 2027 et pour toute la durée du mandat,
- accepte en contrepartie la prise en charge d'une partie de financement des travaux ou des installations liées aux compétences optionnelles transférées à la FDEE19 au regard de ses statuts,
- autorise le maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document s'y rapportant.

27 VOTANTS
27 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-062 : mission inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail

Le maire expose au conseil municipal que les collectivités territoriales et les établissements publics doivent disposer d'un agent chargé d'assurer la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail (ACFI), en vertu de l'article 5 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié.

Pour ce faire, les possibilités suivantes leur sont offertes :

- soit désigner leur propre ACFI, après avis de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail du comité social territorial (CST-FS) (ou du CST, en l'absence du CST-FS),
- soit passer convention à cet effet avec le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Corrèze.

En effet, l'article L. 452-44 du Code général de la fonction publique, donne la possibilité au Centre Départemental de Gestion d'assurer le conseil de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité, par la mise à disposition d'agents chargés de la fonction d'inspection des collectivités territoriales et établissements publics qui en font la demande.

Cette mission fait l'objet d'une convention avec la collectivité bénéficiaire afin de définir les modalités de sa prise en charge financière.

Le maire propose au conseil municipal de solliciter la mission d'inspection et l'autoriser à signer avec le Centre de Gestion de la Corrèze la convention qui en régit les modalités de mise en œuvre.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de solliciter la mission inspection proposée par le Centre de Gestion de la Corrèze,
- d'autoriser le maire à signer la convention correspondante, conclue avec le Centre de Gestion de la Corrèze, pour une durée de trois ans, à compter du 1^{er} septembre 2026,
- d'inscrire au budget les crédits nécessaires au règlement de cette mission.

27 VOTANTS
27 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-063 : création d'emplois permanents à temps complet au 1er septembre 2026

En application des dispositions de l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de la collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le maire expose qu'un agent de service du restaurant scolaire, exerçant son service à temps non complet à raison de 30h00 hebdomadaires, titulaire du grade d'agent de maîtrise principal, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} janvier 2027.

Dans l'objectif de pourvoir au remplacement de cet agent, le maire propose d'élargir le champ des grades de recrutement et propose la création des emplois suivants, à compter du 1^{er} septembre 2026 :

- un emploi d'adjoint technique à temps complet ;
- un emploi d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet ;
- un emploi d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet.

Au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, chacun des emplois pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée, pour une durée maximale d'un an, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires. Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment. Ses niveaux de recrutement et de rémunération seront définis comme suit : recrutement entre le 1^{er} et le 3^{ème} échelon du grade et rémunération selon l'indice brut correspondant à l'échelon.

Ces emplois pourront également être pourvus par contrat, en vue d'une titularisation, sur le fondement de la procédure dérogatoire prévue à l'article L. 352-4 du Code général de la fonction publique, qui permet le recrutement d'une personne reconnue travailleur handicapé, à condition qu'elle dispose du niveau de diplôme requis pour l'accès au grade visé et sous réserve des conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- adopte ces propositions de création de postes et décide de modifier le tableau des emplois et des effectifs en conséquence,
- s'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans cet emploi.

Teneur des discussions conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales

Monsieur Vincent Durot prend la parole par rapport à la formulation de la délibération. Il explique avoir l'impression que la municipalité va créer trois emplois. **Monsieur le Maire** répond que cette formulation est ainsi car il est impossible de savoir qui va postuler. Il poursuit en expliquant, qu'en fonction des candidats au poste, cela permettra de choisir le meilleur profil. Il dit ne pas savoir si beaucoup de candidatures seront reçues.



27 VOTANTS
27 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-064 : modification du tableau des emplois – promotion interne 2026

En application des dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités de service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents, remplissant les conditions statutaires, proposés au titre de la promotion interne pour l'année 2026.

Le maire propose de modifier le tableau des emplois pour satisfaire les nécessités de services comme suit :

au 1^{er} novembre 2026

Suite aux propositions de promotion interne établies par le maire, transmises au centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Corrèze, un agent de la filière médico-sociale a été inscrit sur la liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise territorial. Il convient en conséquence d'apporter au tableau des emplois les modifications suivantes :

► création d'un emploi d'agent de maîtrise à temps complet.

Cette modification, préalable à la nomination, n'entraîne pas la suppression de l'emploi d'origine de l'agent qui ne pourra intervenir qu'après avoir recueilli l'avis du comité social territorial placé auprès du centre de gestion.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Vu le Code de la fonction publique et notamment les articles L. 523-3 et suivants,

- approuve la création d'emploi ainsi proposée, pour satisfaire les nécessités de service ;
- arrête le tableau des emplois, tel que présenté en annexe, modifié au 1^{er} novembre 2026 ;
- s'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans cet emploi.

Teneur des discussions conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales

Madame Catherine Lévêque-Chevreuil prend la parole pour connaître le nom de l'ATSEM concernée par cette délibération. **Monsieur le Maire** répond qu'il s'agit de madame Gloria Roux.

27 VOTANTS
27 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-065 : approbation d'une convention de servitude de passage et de tréfonds au profit de TDF sur la parcelle communale cadastrée section ZD n°2 – lieu-dit « La Gauille »

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code civil relatif aux servitudes ;

Considérant que la commune d'Ussac est propriétaire de la parcelle cadastrée section ZD n°2 située au lieu-dit « La Gauille » ;

Considérant que la société TDF exploite un site de télécommunication implanté sur la parcelle cadastrée section ZD n°6 et nécessite un accès permanent à ce site ainsi que la mise en place d'ouvrages nécessaires à son alimentation électrique et à ses connexions de communications électroniques ;

Considérant que la société TDF sollicite la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle communale cadastrée section ZD n°2, conformément au plan annexé à la convention ;

Considérant que cette servitude permettra notamment :

- le passage des personnels de TDF, de ses prestataires et des personnes autorisées,
- le passage des véhicules nécessaires à l'exploitation du site,
- l'installation et le maintien en sous-sol des réseaux nécessaires à l'alimentation et aux communications électroniques,

Considérant que cette convention prévoit le versement à la Commune d'une indemnité forfaitaire et définitive d'un montant de 2 000 euros nets ;

Considérant que les travaux réalisés devront respecter les règles de l'art et permettre la circulation des engins agricoles lourds sur le chemin concerné ;

Considérant qu'un état des lieux contradictoire avant et après travaux sera réalisé par huissier de justice, pris en charge financièrement par TDF ;

Considérant l'intérêt pour la commune de permettre la réalisation et la sécurisation des équipements de télécommunication tout en préservant les usages agricoles du secteur ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve la convention de servitude de passage et de tréfonds entre la commune d'Ussac et la société TDF portant sur la parcelle cadastrée section ZD n°2, conformément au projet annexé à la présente délibération,
- autorise le maire à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution,
- accepte l'indemnité forfaitaire d'un montant de 2 000 euros nets versée par la société TDF au titre de cette servitude.
- demande que les travaux réalisés dans le cadre de cette servitude soient organisés de manière à préserver l'accès aux parcelles agricoles riveraines et à maintenir, dans la mesure du possible, les conditions habituelles de circulation des exploitants agricoles pendant toute la durée du chantier.



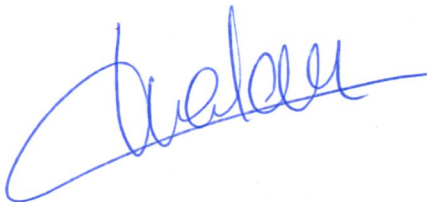
Teneur des discussions conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales

Monsieur Jean-Philippe Bosselut prend la parole pour demander si le but est d'implanter une antenne de télécommunication. **Monsieur le Maire** répond par la positive et explique que le but est d'améliorer le réseau pour la ligne SNCF et pour les habitations situées en rive droite du ruisseau du Clan qui ne sont pas desservies correctement. **Monsieur Jean-Philippe Bosselut** demande ensuite à quelle distance de l'antenne de télécommunication les premières habitations se situent. **Monsieur le Maire** répond qu'elles se situent à plus de deux cents mètres. Il poursuit en expliquant que l'antenne est à l'extrémité la plus éloignée possible des premières habitations.

27 VOTANTS
27 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

Le présent procès-verbal est arrêté en date du

La secrétaire de séance,
Mme Karine NICOLAU-OLIVER.



Le maire,
M. Patrick CHANOURDIE

